

RAPPORT

Service Bassin
Rhône-Méditerranée
et Plan Rhône

Pôle Délégation de
Bassin

Mai 2020

Révision 2020 du classement en zone de répartition des eaux (ZRE) sur le bassin Rhône-Méditerranée



PRÉFET COORDONNATEUR
DE BASSIN
RHÔNE-MÉDITERRANÉE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
V0	20/03/20	Révision 2020 du classement en ZRE sur le bassin Rhône-Méditerranée
V1	01/04/20	Compléments apportés par la DREAL PACA
V2	07/04/20	Compléments apportés par la DREAL Occitanie

Rédacteur

Caroline HENRY de VILLENEUVE - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes-Service Bassin Rhône-Méditerranée et Plan Rhône – Pôle Délégation de bassin

Relecteurs

Emilie THIEBAUD – DREAL Provence-Alpes-Côte d’Azur – Service biodiversité, eau, paysages - Unité politiques de l’eau

Philippe VALLOUIS – Direction départementale de territoire des Alpes maritimes – Service Eau, Forêts et Espaces Naturels – Pôle Eau

Gabriel LECAT– DREAL Occitanie – Département eau et milieux aquatiques – Division gestion territoriale Rhône-Méditerranée

Hélène MICHAUX - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes - Service Bassin Rhône-Méditerranée et Plan Rhône – Pôle Délégation de bassin – chef de service par interim

Webmaster

Nadine CURT - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes- Service Bassin Rhône-Méditerranée et Plan Rhône – Pôle Délégation de bassin - webmastrice

Référence(s) internet

http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/gestion-quantite/classement_zre.php

SOMMAIRE

1 - CONTEXTE DE LA RÉVISION DU CLASSEMENT.....	4
1.1 - Cadre législatif et réglementaire de la délimitation des ZRE.....	4
1.2 - Classement en zone de répartition des eaux et conséquences.....	5
2 - DÉMARCHE ADOPTÉE SUR LE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE.....	5
2.1 - Principes retenus pour la révision du classement en ZRE.....	5
2.2 - Consultations.....	6
2.3 - Calendrier.....	6
3 - PROJET DE CLASSEMENT PROPOSÉ AU PUBLIC.....	7
3.1 – Classement pour les eaux superficielles.....	7
3.2 – <i>Classement pour les eaux souterraines</i>	9
ANNEXE 1.....	10
Carte du classement en ZRE 2020.....	10
ANNEXE 2.....	11
Délibération du bureau du comité de bassin du 15 mai 2020.....	11

Liste des abréviations :

AEP	Alimentation en Eau Potable
ASA	Association Syndicale Autorisée (en matière d'irrigation)
AUP	Autorisation Unique de Prélèvement pour l'irrigation
CAB	Commission Administrative de Bassin
CE	Code de l'Environnement
CLE	Commission Locale de l'Eau
CoDERST	Conseil de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
DDT(M)	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
étude EVPG	Étude d'Évaluation des Volumes Prélevables Globaux
ICPE	Installation classée pour la Protection de l'Environnement
IOTA	Installations, Ouvrages, Travaux, Aménagements
OUGC	Organisme Unique de Gestion Collective pour l'irrigation
PGRE	Plan de Gestion quantitative des Ressources en Eau
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'eau
ZRE	Zone de Répartition des Eaux

1 - Contexte de la révision du classement

1.1 - Cadre législatif et réglementaire de la délimitation des ZRE

L'article L211-1 du Code de l'Environnement (CE) instaure un principe de «*gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, cette gestion prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique*».

Un objectif d'amélioration de la répartition des ressources en eau disponibles en particulier dans les secteurs sous tension est recherché à travers l'article R211-71 du CE qui précise : «*Afin de faciliter la conciliation des intérêts des différents utilisateurs de l'eau dans les zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources en eau par rapport aux besoins, des zones de répartition des eaux sont fixées par arrêté du préfet coordonnateur de bassin*».

Depuis 2005, la coordination de la procédure de délimitation des zones de répartition des eaux (ZRE) est déconcentrée au niveau des grands bassins, la compétence étant transférée au préfet coordonnateur de bassin.

La délimitation des nouvelles ZRE s'effectue selon les deux étapes prévues aux articles R211-71 et R211-72 du CE :

1. Le préfet coordonnateur de bassin définit par arrêté les zones de répartition des eaux (art. R211-71). Le classement en ZRE sur le bassin Rhône-Méditerranée est défini actuellement par l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin n°10-055 du 8 février 2010 modifié 5 fois successivement avec l'ajout progressif de nouvelles masses d'eau souterraines ou sous-bassins au fur et à mesure de la publication de nouvelles connaissances.
2. Le préfet de département constate ensuite par arrêté la liste des communes concernées (art. R211-72). Dans le cas des eaux souterraines, pour chaque commune est précisée la cote en dessous de laquelle les dispositions relatives à la ZRE deviennent applicables. Une commune dont une partie du territoire seulement serait concernée par un déséquilibre chronique entre la ressource et les prélèvements en eau existants, doit être incluse dans la ZRE pour la totalité de son territoire, les conséquences de ce classement s'appliquant uniquement sur la masse d'eau visée.

Le classement en zone de répartition des eaux, en application de l'article R211-71 du code de l'environnement, est l'outil réglementaire pour assurer un contrôle renforcé des prélèvements d'eau, quel que soit l'usage, sur une zone reconnue en déséquilibre quantitatif de la ressource en eau. Il permet d'assurer réglementairement la répartition maîtrisée, durable et concertée des prélèvements en eau par des règles de gestion adaptées en particulier l'abaissement des seuils des régimes d'autorisation et de déclaration des prélèvements au titre de la loi sur l'eau. Il encourage le cas échéant, quand le contexte s'y prête, à la mise en place d'un organisme unique de gestion collective des prélèvements pour l'irrigation par un retour du taux de la redevance prélèvement au taux de base en application de l'article L213-10-9-V traduit dans le programme financier de l'agence de l'eau.

Le classement en ZRE facilite la révision de l'ensemble des autorisations de prélèvements associée à la mise en œuvre d'un plan de gestion quantitative de la ressource en eau (PGRE) sur un territoire. Pendant cette mise œuvre, il permet à l'administration d'exercer un moratoire temporaire et efficace vis-à-vis de tout nouveau prélèvement qui viendrait aggraver le déséquilibre pendant le délai nécessaire à la définition des modalités de partage du volume prélevable entre les usages ou de répartition entre usagers d'une même catégorie d'usage.

Ainsi, dès lors qu'un **déséquilibre est avéré** entre la ressource et les prélèvements existants par les résultats d'une étude d'évaluation des volumes prélevables globaux (EVPG) notifiés par le préfet de région pour le compte du préfet de bassin, le sous-bassin ou les parties de sous-bassin concernés ont vocation à être classés en ZRE. Il en va de même quand il s'agit de masse d'eau souterraine ou partie de masse d'eau souterraine.

Si l'**équilibre est précaire**, l'opportunité du classement peut se poser. L'analyse est menée par les DDT/DREAL en fonction du caractère stratégique de la ressource (en particulier pour certaines ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable ou parties de ressources stratégiques), de la capacité à retrouver l'équilibre quantitatif

dans les meilleurs délais, du volontarisme affiché des acteurs locaux, de la stratégie de révision des autorisations de prélèvements, des évolutions prévisibles des prélèvements (projets d'urbanisation, développement de l'irrigation...), des risques de non-atteinte du bon état quantitatif des ressources en eau au titre de la Directive cadre sur l'eau.

1.2 - Classement en zone de répartition des eaux et conséquences

Le classement en ZRE constitue le signal de reconnaissance d'un déséquilibre qui s'est durablement instauré entre la ressource et les prélèvements en eau existants.

Dans un objectif de restauration durable d'un équilibre quantitatif, il accompagne l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté et de la répartition spatiale des prélèvements. Il est complémentaire de la mise en œuvre d'un plan de gestion quantitative des ressources en eau intégrant, si nécessaire, la révision des autorisations de prélèvements à la baisse, en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité. A noter toutefois que la création d'une ZRE n'implique pas par elle-même une révision des autorisations existantes qui est l'outil mobilisable en phase finale du PGRE pour maintenir l'équilibre quantitatif de la ressource, que le territoire soit ou non classé en ZRE.

L'inscription d'une ressource (bassin hydrologique ou masse d'eau souterraine) en ZRE constitue le moyen d'assurer une gestion plus fine et renforcée des nouvelles demandes de prélèvements soumis à la loi sur l'eau (R214-1 Titre 1^{er} du CE), par un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements. Tout prélèvement supérieur à 8 m³/h est soumis à autorisation qu'il soit en eaux souterraines, en cours d'eau, en nappe d'accompagnement, dans un plan d'eau ou dans un canal alimenté par ce cours d'eau. Tout autre prélèvement non domestique (supérieur à 1000 m³/an) est soumis à déclaration.

La création d'une ZRE sécurise ainsi les usages existants en limitant la concurrence sur la ressource, en adéquation avec la ressource en eau disponible et les besoins des milieux.

La création d'une ZRE n'a en revanche pas d'influence sur les autorisations et déclarations instruites au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (articles L512-1 et suivants) : elle ne fait qu'abaisser les seuils d'autorisation et de déclaration pour les installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA) au titre de la loi sur l'eau (articles L214-1 et suivants). Par cette démarche réglementaire, **le classement en ZRE permet une connaissance accrue des prélèvements existants et une gestion des procédures d'autorisation/déclaration** de la loi sur l'eau à l'échelle d'un bassin versant ou d'une entité hydrogéologique. Il permet ainsi de prendre en compte, dans la délivrance de ces autorisations de prélèvement, les effets cumulés de ces autorisations individuelles et leur répartition géographique, en fonction des caractéristiques des ressources en eau.

2 - Démarche adoptée sur le bassin Rhône-Méditerranée

2.1 - Principes retenus pour la révision du classement en ZRE

Les SDAGE 2010-2015 et 2016-2021 ont identifié, dans l'orientation fondamentale n°7 «Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir», 70 territoires, 59 concernant les eaux superficielles et leurs nappes d'accompagnement et 11 concernant les eaux souterraines sensu-stricto, au sein desquels est nécessaire la mise en œuvre d'actions pour l'atteinte du bon état des eaux superficielles et souterraines. L'atteinte des objectifs d'état sur ces masses d'eau passe par une étape d'acquisition de connaissance via la réalisation d'études d'évaluation des volumes prélevables globaux (EVPG) des différents usagers de l'eau. Ils permettent de maintenir dans les cours d'eau les conditions hydrologiques garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

Ces études évaluent les déséquilibres dus à des prélèvements rendant difficile l'atteinte des objectifs environnementaux du SDAGE sur tout ou partie du sous-bassin ou de la masse d'eau souterraine (pressions anthropiques).

Depuis 2009, le choix des zones proposées au classement en ZRE, parmi les territoires identifiés dans le SDAGE comme en déséquilibre quantitatif dû aux prélèvements dans la ressource en eau, s'est fait sur la base des éléments de connaissance disponibles en particulier les notifications des résultats des études EVPG et en tenant compte des perspectives locales de retour à l'équilibre dans les meilleurs délais dans le cadre des PGRE, et en tenant compte de la mobilisation d'autres outils de résorption du déséquilibre quantitatif (SAGE, révision des autorisations de prélèvement, organisme unique de gestion collective de l'irrigation et AUP, relèvement des débits réservés). A ce stade, toutes les études EVPG sont validées à l'exception de l'étude en cours menée sur le sous-bassin de la Siagne.

Concernant les eaux souterraines, le classement en ZRE peut concerner tout ou partie de la masse d'eau. Toutefois, les eaux souterraines qui sont associées directement aux cours d'eau reconnus en déséquilibre, sont également classées. Dans ce cas, la partie classée correspond uniquement aux eaux souterraines susceptibles d'alimenter le cours d'eau appelée dans la nomenclature des IOTA « nappe d'accompagnement » en application de l'article R214-1 Titre 1^{er} comme précisé dans l'arrêté de classement ZRE de bassin.

2.2 - Consultations

Le code de l'environnement ne prévoit pas de consultation. Toutefois, dans le cadre de la déconcentration de la procédure de classement en ZRE, il a été retenu sur le bassin Rhône-Méditerranée :

- une concertation ou consultation départementale auprès des structures de gestion de l'eau et/ou des CoDERST dans les départements concernés à la discrétion des préfets des départements concernés,
- une consultation de l'avis du comité de bassin, qui a délégué cette mission au bureau du comité de bassin par délibération n°2012-4 du 14 septembre 2012.

2.3 - Calendrier

1^{ère} phase : Juillet à fin septembre 2019 : travail préparatoire

Par courrier du 26 juillet 2019, le préfet de bassin a sollicité les préfets de département pour émettre des propositions d'évolution du classement. La concertation locale des CoDERST et des structures de gestion, en particulier des commissions locales de l'eau (CLE) relève de la diligence du préfet et de son appréciation.

Les préfets des départements concernés par des secteurs en déséquilibre ont transmis par écrit leurs propositions de classement au préfet de bassin (11 courriers reçus).

2^{ème} phase : Décembre 2019 : validation de la liste des zones à classer

Les propositions issues de cette 1^{ère} phase ont été validées en commission administrative de bassin (CAB) du 4 décembre 2020.

3^{ème} phase : Mai 2020 : Consultation des instances de bassin

Le bureau du comité de bassin Rhône-Méditerranée a émis un avis favorable dans sa séance du 15 mai 2020 par délégation du comité de bassin accompagné de quelques recommandations (voir en annexe délibération en annexe 3).

4^{ème} phase : Juillet à Octobre 2020 : Participation du public et consultation des instances locales

En application de l'article L120-1 du code de l'environnement relatif à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement (modifié par ordonnances en 2013 et 2016), les éléments justifiant le classement proposé sont mis en consultation du public du 22 juillet au 23 octobre 2020 à partir des pages dédiées du site de bassin :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr> / rubrique Usages et Pressions / Gestion quantitative

ainsi que le site de la DREAL PACA à la page suivante :

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/les-consultations-publiques-de-la-dreal-paca-r1408.html>

et le site de la DREAL Occitanie à la page suivante :

<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/participation-du-public-r7579.html>

Le rapport de synthèse en réponse aux différents avis émis lors de cette consultation et leur prise en compte sera mis à disposition du public sur la page internet du site de bassin pendant une durée minimale de 3 mois.

5^{ème} phase : Signatures des arrêtés

Le classement sera arrêté par le préfet coordonnateur de bassin après synthèse des avis émis. Les arrêtés (inter)départementaux déclinant cette vague de classement pourront être pris dans l'année suivant la signature de l'arrêté de bassin.

3 - Projet de classement proposé au public

Le projet de classement en ZRE concerne 2 nouveaux sous-bassins (1) répartis sur deux départements, qui viennent s'ajouter au classement antérieur : le Loup amont dans les Alpes Maritimes et la Têt aval dans les Pyrénées Orientales.

3.1 – Classement pour les eaux superficielles

Sont proposés au classement les bassins versants (cours d'eau et nappes d'accompagnement) suivants :

- **en région Provence-Alpes-Côte d'Azur**
- **Alpes Maritimes :**
 - sur le sous- bassin du Loup amont (LP-15-10)

La pression de prélèvements est très forte sur le fleuve Loup naturellement soutenu par son karst. Les prélèvements sont quasi exclusivement destinés à l'alimentation en eau potable. Ils représentent 98 % du bilan global.

L'étude EVPG confirme un déséquilibre quantitatif qui conduit à des objectifs de réduction des prélèvements allant jusqu'à 70 %, sur le secteur aval, pour le mois d'août. Le déficit est beaucoup moins marqué sur les secteurs amont, bénéficiant de résurgences karstiques.

Dans le cadre de la concertation en cours pour l'élaboration du PGRE sur ce territoire, a été actée la nécessité d'assurer une logique de solidarité amont-aval et d'appliquer de façon répartie sur l'ensemble du sous-bassin une réduction des prélèvements de l'ordre de 22 % au mois d'août.

Les principales pistes d'amélioration identifiées pour tendre vers la résorption des déséquilibres portent sur :

- les améliorations du rendement sur certains réseaux ;
- les économies d'eau potable (tarification, optimisation des réseaux, compteurs individuels, ...),
- le report des prélèvements de la nappe alluviale du Loup vers la nappe alluviale du Var en période d'étiage, tout en tenant compte de la problématique de remontée du biseau salé sur cette ressource de substitution ;
- la réutilisation des eaux usées traitées.

De plus, les efforts de répartition et de partage de la ressource sous tension pourront être traduits en terme réglementaire par la révision des autorisations ou relèvement des débits réservés.

Les services de l'État ont besoin de faire appel à l'outil ZRE pour préserver ces ressources vis-à-vis de nouvelles demandes de prélèvement dans un contexte hydrologique déjà en grave déséquilibre à l'étiage.

1 La nappe d'accompagnement du cours d'eau est classée automatiquement en ZRE par la procédure de classement du bassin versant superficiel (Cf. article R211-71 du code de l'environnement).

En accompagnement de la mise en œuvre des actions du PGRE, il est désormais demandé d'étendre le classement à l'ensemble du sous-bassin du Loup sur sa partie amont pour les raisons suivantes :

- dans le cadre de l'élaboration du PGRE, la logique de solidarité amont-aval a été validée et la réduction des prélèvements devra porter sur l'ensemble du sous-bassin ;
- le Loup amont a un positionnement stratégique participant à l'alimentation en eau potable des agglomérations de Cannes et de Grasse.

Nota : Dans une première étape, seule la partie aval du Loup, identifiée avec un déséquilibre quantitatif important dans l'étude EVPG, a été classée en ZRE après concertation entre les structures porteuses du PGRE et les services de l'État concernés. Ce classement a été arrêté par le préfet coordonnateur de bassin le 31 juillet 2018 et décliné à la commune par le préfet des Alpes-Maritimes par arrêté du 26 décembre 2018.

- **sur le versant méditerranéen de l'Occitanie**
- ***Pyrénées-Orientales***
 - *sur le sous-bassin de la Têt aval (CO_17_18) entre le barrage de Vinça et Ille-sur-Têt (entre points nodaux T5 et T6).*

La superficie totale du sous-bassin de la Têt est de 1 410 km² sur un parcours Ouest-Est de 120 km pour se jeter dans le golfe de Gascogne entre Sainte-Marie et Canet-en-Roussillon. La basse vallée alluviale draine 450 km² entre le barrage de Vinça et la mer soit 32 % de la superficie totale.

Le secteur à l'aval du barrage de Vinça jusqu'à Ille-sur-Têt en fermeture de ce tronçon, appelé T6, fait l'objet d'une préoccupation particulière des services de l'État en raison de sa situation de déséquilibre structurel (notifiée par le courrier du préfet de région du 31 juillet 2013) et des enjeux dont il est porteur pour les raisons suivantes :

- une succession de prélèvements pour l'irrigation gravitaire dont les retours au cours d'eau se font plus à l'aval, induit une forte pression sur l'hydrologie du cours d'eau à l'étiage ;
- malgré l'engagement très récent d'une gestion par des tours d'eau et de travaux d'économie d'eau qui doivent être prolongés, le débit biologique a été sous-passé chaque année depuis 2015, durant plusieurs mois sur ce tronçon. Si des contestations ont pu s'exprimer localement sur la valeur de ce débit biologique, aucun élément de connaissance étayé et probant ne permet de remettre en cause cette valeur déterminée par une étude rigoureuse.
- des projets de développement de l'irrigation à partir de la ressource locale sont annoncés sur ce périmètre ;
- en dépit de la qualité du travail conduit, le PGRE Têt adopté en septembre 2019 n'affiche pas une ambition suffisante permettant de retrouver l'équilibre quantitatif dans les délais (ni 2021 ni même 2027) sur ce périmètre. Le préfet des Pyrénées-Orientales en a pris acte dans son courrier d'approbation du PGRE du 6 novembre 2019 et demandé de classer en ZRE ce secteur.

Aussi, considérant le caractère structurel du déséquilibre, il n'est plus justifié de sur-soir au classement en ZRE de cette partie de sous-bassin de la Têt.

3.2 – Classement pour les eaux souterraines

Les nappes d'accompagnement des cours d'eau proposés au classement du Loup et de la Têt seront également classées en application du code de l'environnement.

- **en région Occitanie**
- **Pyrénées-Orientales :**
 - Est proposé au déclassement les nappes **quaternaires du Roussillon (FRDG351)** :

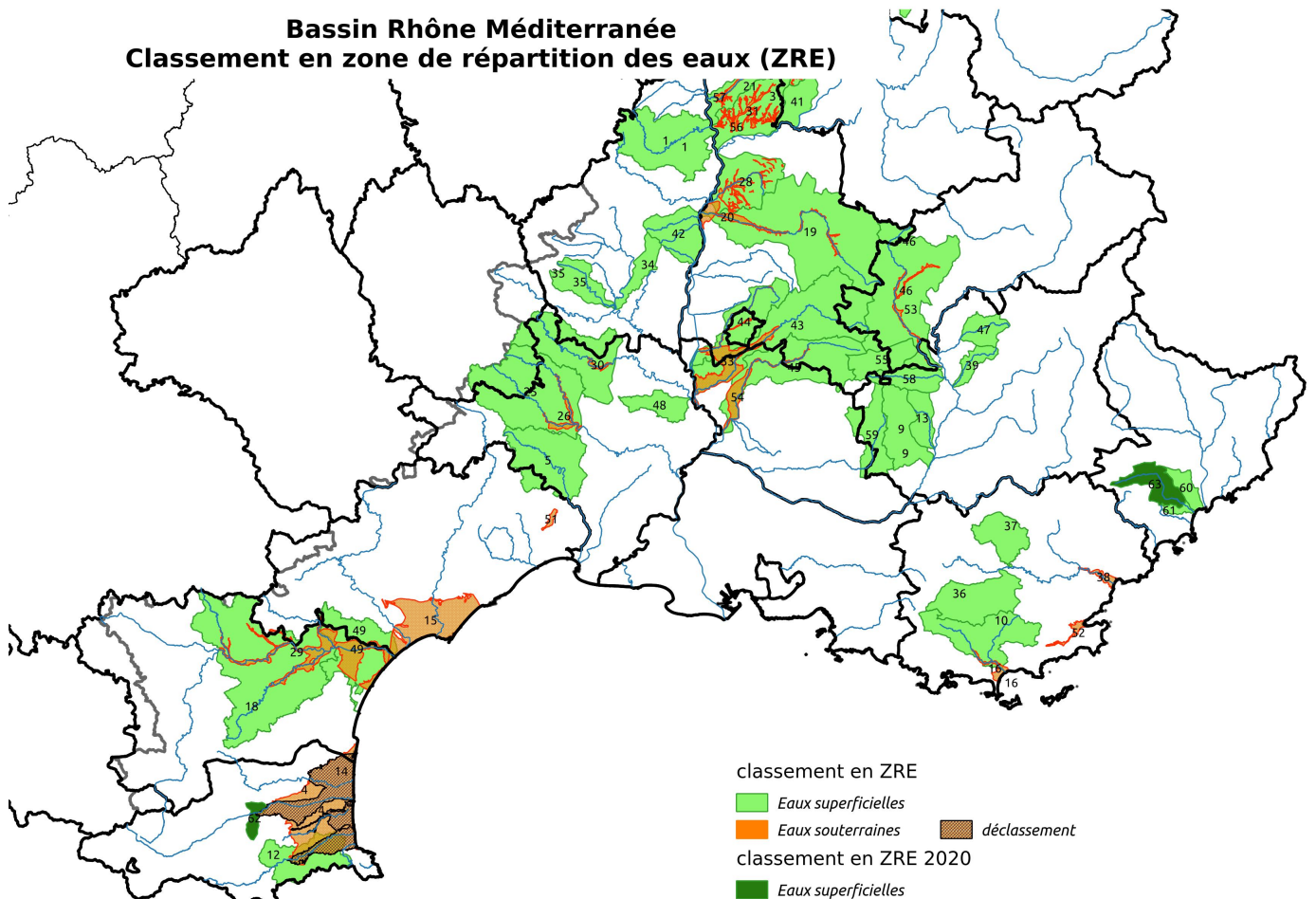
Les nappes souterraines plio-quaternaires du Roussillon sont constituées de plusieurs aquifères disposés en couches successives, chacun ayant un fonctionnement hydrogéologique différent.

Les nappes quaternaires avaient été classées en ZRE en 2010 par principe de précaution. L'étude EVPG réalisée en 2013-2014 n'a pas permis de mettre en évidence un déséquilibre quantitatif sur les nappes quaternaires.

Lors de la commission administrative de bassin du 13/11/2017, le préfet coordonnateur de bassin avait reporté sa décision de déclassement des alluvions quaternaires du Roussillon, suite de la demande du syndicat de gestion des nappes plio-quaternaires de la plaine du Roussillon, aux décisions qui seront prises lors de la vague de classement 2019/2020 dans le cadre d'une stratégie globale de gestion des ressources en eau des sous-bassins et aquifères des Pyrénées-Orientales.

Une stratégie active de régularisation des forages de la plaine du Roussillon a été portée par les services de l'État depuis 2018 ainsi qu'une démarche de révision des autorisations de prélèvements AEP en cours engagée sur le Pliocène.

Aussi le PGRE sur ces nappes a été adopté le 2 juillet 2019 par la CLE des nappes du Roussillon et approuvé par arrêté inter-préfectoral des préfets des Pyrénées Orientales et de l'Aude le 3 avril 2020.



ANNEXE 2

Délibération du bureau du comité de bassin du 15 mai 2020

SEANCE DU 15 MAI 2020

DELIBERATION N° 2020-4

ÉVOLUTION DU CLASSEMENT EN ZONE DE RÉPARTITION DES EAUX DANS LE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

Le bureau du comité de bassin Rhône-Méditerranée, délibérant valablement,

Vu le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021,

Vu les articles L.211-2, L.211-3, L.213-7, L.214-1 à L.214-6, L.214-10, ainsi que les articles R211-71 à R211-74, R213-23 à R213-16 du code de l'environnement,

Vu la circulaire du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 30 juin 2008 relatif à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation,

Vu les arrêtés du préfet coordonnateur de bassin n°10-055 du 8 février 2010, n°13-199 du 4 juillet 2013, n°14-231 du 27 novembre 2014, n°15-344 du 7 décembre 2015 et n°2018-266bis du 31 juillet 2018 portant classement en zone de répartition des eaux dans le bassin Rhône-Méditerranée,

Considérant le règlement intérieur du comité de bassin donnant délégation au bureau pour rendre, en application de l'article R. 211-71 du code de l'environnement, l'avis sur le classement en zones de répartition des eaux,

RAPPELLE l'enjeu pour le bassin Rhône-Méditerranée, sur les 70 sous-bassins ou aquifères identifiés en déséquilibre ou équilibre précaire dans le SDAGE, d'atteindre l'équilibre quantitatif des masses d'eau pour assurer leur bon état et la pérennité de leurs principaux usages.

SOULIGNE l'intérêt du classement en zone de répartition des eaux (ZRE) des secteurs reconnus en déséquilibre, suite aux études d'évaluation des volumes prélevables globaux (EVPG), pour assurer un contrôle renforcé des autorisations de prélèvement et ainsi sécuriser les usages existants.

SE FELICITE de la finalisation des études EVPG et encourage l'achèvement de la dernière étude en cours sur le sous-bassin de la Siagne (83, 06).

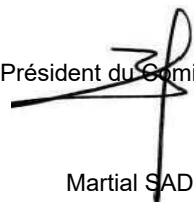
la démarche du préfet coordonnateur de bassin recherchant la complémentarité entre l'outil réglementaire ZRE et l'outil contractuel PGRE, dans le but de réserver le classement ZRE aux territoires qui le nécessitent et d'encourager l'élaboration des PGRE.

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le projet de classement en ZRE de 2 sous-bassins en partie : l'amont du sous-bassin du Loup, l'aval du sous-bassin de la Têt.

PREND ACTE de la décision de la commission administrative de bassin de ne pas classer en ZRE les 11 sous-bassins Sérans et marais de Lavours (01), Dunière sur le sous-bassin de l'Eyrieux (07), Sasse aval (04), Asse (04), Drac amont (05), Lez-Mosson-Etangs palavasiens (34), Orb-Libron (34, 12), Agly amont (11, 66), Agly aval (66), Sègre amont (66) et Têt amont (66), SOULIGNE l'enjeu sur ces territoires de la révision des autorisations de prélèvements ou du relèvement des débits réservés en cohérence avec les objectifs des PGRE.

PREND ACTE de la décision de la commission administrative de bassin d'exempter du classement en ZRE les 5 sous-bassins et masses d'eau souterraines Cance (07, 42), Gier (42, 69), nappe des alluvions du Rhône à Péage de Roussillon (38, 26, 07, 42), Hérault aval (34), Gardons aval (30), sous réserve d'ici le 31/12/20, pour chacun d'entre eux, de l'adoption du PGRE par son instance de pilotage, de l'identification des solutions nécessaires à la résorption du déséquilibre et de la définition de leur calendrier de mise en œuvre, en cohérence avec les objectifs quantitatifs notifiés par les préfets sur ces territoires.

Le Président du Comité de bassin,



Martial SADDIER